



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Swiss Confederation

Seul le texte prononcé fait foi

Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

82^e Session du Conseil exécutif

Déclaration

prononcée par M. Urs Breiter

**Représentant permanent de la Suisse
auprès de l'OIAC**

Point 5 : Débat Général

La Haye, 12 - 15 juillet 2016

Check against delivery

Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons

82nd Session of the Executive Council

Statement

by Mr. Urs Breiter

**Permanent Representative of Switzerland
to the OPCW**

Item 5: General Debate

The Hague, 12 - 15 July 2016

Madame la Présidente,

En premier lieu, permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue à la tête du Conseil exécutif et de vous adresser les félicitations de la délégation suisse pour votre élection. Tous mes vœux de réussite vous accompagnent dans l'accomplissement de cette tâche.

La Suisse se réjouit de son élection au Conseil exécutif pour les deux années à venir et s'engage à coopérer pleinement avec les autres membres de cet organe.

Madame la Présidente,

Nous remercions l'Équipe d'évaluation des déclarations pour le travail fourni dans des conditions extrêmement difficiles depuis plus de deux ans, ainsi que le Directeur général et le Secrétariat technique pour les efforts déployés en vue de résoudre les questions en suspens relatives à la déclaration initiale syrienne.

Force est de constater que ces questions en suspens n'ont pas pu être résolues une fois pour toutes, comme requis à maintes reprises par ce Conseil. Les inquiétudes des Etats parties se voient confirmées par les conclusions formulées dans le rapport du Directeur général:

Premièrement, le Secrétariat technique n'est pas en mesure de vérifier les explications fournies par les autorités syriennes, explications qui, par ailleurs, présentent des lacunes et des contradictions et ne cessent de changer au fil des consultations. Ainsi, la liste des questions en suspens s'allonge et de nouvelles interrogations voient le jour ;

Deuxièmement, le Secrétariat n'est pas en mesure de vérifier la quantité précise d'armes chimiques qui a été détruite ou consommée avant l'accession de la République arabe syrienne à la Convention ;

Troisièmement, les preuves techniques et scientifiques indiquent que le Centre d'études scientifiques et de recherche a participé à des activités associées au programme d'armes chimiques syrien, déclarables au titre des articles III et VI de la Convention.

D'autre part, les résultats de l'analyse des échantillons sont alarmants puisqu'ils indiquent des activités potentiellement déclarables impliquant cinq nouveaux agents de guerre chimiques. Les autorités syriennes doivent encore fournir des explications adéquates pour quatre d'entre eux.

Enfin, le manque de documentation originale et de preuves physiques ainsi que la difficulté pour la DAT de s'entretenir avec des individus haut-placés au sein du programme d'armes chimiques sont autant d'éléments qui pointent vers un manque de coopération du gouvernement syrien.

Les résultats du dernier rapport de la DAT et des consultations du Directeur général sont extrêmement préoccupants. L'absence de preuves suffisantes et vérifiables démontrant que le programme d'armes chimiques syrien est entièrement déclaré et démantelé nous amène à conclure que la République arabe syrienne n'a pas, à ce jour, respecté les obligations qui lui incombent en tant que membre de cette organisation. Ceci risque de créer un dangereux précédent et nous soutenons la vue exprimée par le Secrétariat que la poursuite de ses efforts sans un changement d'approche restera probablement sans effets.

Madame la Présidente,

Dans le cadre des réflexions sur la prévention de la réémergence des armes chimiques, nous réitérons notre conviction quant à la nécessité de continuer la discussion sur les produits chimiques agissant sur le système nerveux central. La Suisse a poursuivi son engagement afin d'informer les Etats parties des divers groupes régionaux à ce sujet. Nous nous réjouissons du soutien croissant accordé au document conjoint portant sur l'aérosolisation de produits chimiques agissant sur le système nerveux central à des fins de maintien de l'ordre public élaboré par la délégation australienne. Vingt-deux Etats parties s'y sont déjà associés et nous encourageons vivement tous les membres de cette organisation à co-sponsoriser ce document.

Le terrorisme chimique est une menace réelle à laquelle l'OIAC doit être en mesure de faire face. Cette organisation a un rôle essentiel à jouer tant du point de vue de la prévention que de la réponse à de telles attaques. La Suisse est dès lors en faveur de l'adoption, par ce Conseil, d'une décision allant dans ce sens.

En outre, la Suisse remercie le Secrétariat technique pour l'élaboration de son Plan à moyen terme qui couvre la période 2017-2021. Tant l'accent mis sur la prévention de la réémergence des armes chimiques que d'alignement du régime de vérification sur cet objectif sont des aspects positifs que notre délégation salue.

Par ailleurs, l'établissement d'un groupe de travail à composition non limitée sur les futures priorités de l'OIAC, ainsi que la première rencontre du Comité consultatif pour l'éducation et la sensibilisation au mois d'avril de cette année sont des développements positifs dont la Suisse se réjouit.

Avant de conclure, ma délégation souhaite remercier le Directeur général pour la présentation du budget 2017. Nous soutenons la nécessité d'un programme et d'un budget qui permettent à l'organisation de réaliser ses tâches principales tout en prêtant une attention particulière aux défis futurs. Nous nous réjouissons d'une discussion constructive avec les autres Etats parties à ce sujet.

Je vous remercie.

Madam Chair,

At the outset, please let me welcome you as Chairperson of the Executive Council and convey to you the congratulations of the Swiss delegation on your election. I wish you every success in your task.

Switzerland welcomes its election to the Executive Council for the next two years and is committed to fully cooperating with the other members of this organ.

Madam Chair,

We thank the Declaration Assessment Team for the work it has carried out in extremely difficult conditions for over two years, as well as the Director General and the Technical Secretariat for the efforts undertaken in order to resolve the outstanding issues related to the Syrian initial declaration.

It is now obvious that these outstanding issues have not been resolved once and for all, as repeatedly requested by this Council. The concerns of States Parties are confirmed by the conclusions contained in the report of the Director General:

Firstly, the Technical Secretariat is not in a position to verify the explanations given by the Syrian authorities, explanations which present gaps and contradictions and are constantly changing over time. Therefore the list of outstanding issues increases steadily and new questions arise;

Secondly, the Technical Secretariat is unable to verify the precise quantity of chemical weapons that were destroyed or consumed prior to the Syrian Arab Republic's accession to the Convention;

Thirdly, scientific and technical evidence indicates that the Scientific Studies and Research Centre (SSRC) has participated in activities associated with the Syrian chemical weapons program, declarable under article III and VI of the Convention.

Moreover, the results of sampling and analysis are alarming, as they indicate potentially declarable activities involving five additional chemical warfare agents. Four of these still remain to be adequately explained by Syrian Authorities.

Finally, the lack of original documentation and physical evidence, and the difficulty for the DAT to interview high-ranking officials within the chemical weapons program, are further elements that point to a lack of cooperation from the Syrian government.

The results of the last DAT report as well as the outcome of the Director General's consultations are deeply concerning. The absence of sufficient and verifiable evidence confirming that the Syrian chemical weapons program has been fully declared and dismantled leads us to the conclusion that the Syrian Arab Republic is not, up to this day, complying with its obligations as a member of this organization. This risks creating a dangerous precedent and we support the view expressed by the Secretariat that a continuation of its efforts without a change in approach is unlikely to yield concrete results.

Madam Chair,

As part of the reflections on preventing the re-emergence of chemical weapons, we reiterate our belief in the need to launch a discussion on central nervous system-acting chemicals. Switzerland pursued its commitment by informing State parties of the various regional groups on this issue. We welcome the growing support for the joint paper on aerosolisation of central nervous system-acting chemicals for law enforcement purposes drafted by the Australian delegation. 22 State parties have already associated themselves with this paper and we strongly encourage all members of this organization to co-sponsor this document.

Chemical terrorism is a real threat. The OPCW must be in a position to meet this challenge. This organization has an essential role to play in terms of prevention and response to such attacks. Switzerland therefore is in favor of the adoption by this Council of a decision on this issue.

Moreover, Switzerland thanks the Technical Secretariat for the development of its Medium Term Plan covering the period 2017-2021. My delegation welcomes both the emphasis on preventing the re-emergence of chemical weapons and the alignment of the verification regime on this objective.

Finally, the establishment of an open-ended working group on the future priorities of the OPCW, as well as the first session of the Advisory Board on Education and Outreach in April of this year, are positive developments which Switzerland welcomes.

Before concluding, my delegation wishes to thank the Director General for presenting the 2017 Budget. We support the need for a program and budget which allows the organization to fulfill its core tasks while being able to meet future challenges. We look forward to a constructive discussion on this topic with fellow member States.